

# La protection sociale non contributive examinée sous l'angle de l'enfance et de l'équité en Palestine<sup>1</sup>

Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)

**L'État de Palestine (EP)** se trouve dans la région du Proche-Orient. Son territoire fragmenté se divise en deux zones principales : la bande de Gaza, située sur la côte méditerranéenne, et la Cisjordanie, frontalière de la Jordanie. L'EP compte une population totale de 4,5 millions d'habitants, dont 2,2 millions (49 pour cent) et 700 000 (15 pour cent) sont respectivement âgés de moins de 18 et 5 ans. Le pays enregistre le plus fort taux de fertilité du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA, de l'anglais *Middle East and North Africa*), avec 4,11 enfants par femme. Il enregistrait en 2015 un indice de développement humain (IDH) de 0,684, inférieur à la moyenne régionale de 0,704. En 2011, 25,8 pour cent de la population palestinienne vivait sous le seuil de pauvreté et les ménages moyens percevaient un revenu de 2 293 shekels israéliens (637 dollars). La situation est particulièrement inquiétante à Gaza, qui enregistrait en 2015 un taux de pauvreté de 39 pour cent, contre 16 pour cent en Cisjordanie.

Les enfants sont disproportionnellement affectés par la pauvreté ; on estime qu'environ 40 pour cent des enfants de Gaza vivaient sous le seuil de pauvreté nationale en 2010. Ils jouissent souvent d'un accès limité aux services de soins de santé et d'éducation et peuvent être victimes de maltraitances et de travail des enfants. Selon le Bureau central des statistiques palestinien et l'UNICEF, 66 pour cent des enfants de moins de 3 ans sont privés d'une nutrition correcte et 63 pour cent des enfants de 5 à 14 ans sont privés d'accès à l'éducation.

L'environnement conflictuel dans lequel se trouve l'EP contribue à détériorer les conditions de vie de la population et explique le grand nombre de réfugiés qui quittent le pays et de personnes déplacées sur leur propre territoire. Les restrictions imposées à la mobilité et aux échanges commerciaux ont lourdement affecté l'économie et le marché du travail palestiniens ; le taux de chômage des jeunes atteignait en effet 58 pour cent à Gaza en 2017. Ces contraintes ont également eu un effet négatif sur l'accès aux biens de consommation et l'insécurité alimentaire reste un problème majeur, puisque 27 pour cent des ménages palestiniens et 47 pour cent des ménages gazaouites vivent en situation d'insécurité alimentaire.

L'assistance sociale est essentielle à la subsistance des populations les plus vulnérables du pays. L'enquête socio-économique sur la sécurité alimentaire de 2014 indique que 40 pour cent des ménages palestiniens bénéficient d'une forme d'assistance sociale et qu'il existe un fort déséquilibre entre Gaza (84,2 pour cent) et la Cisjordanie (16,5 pour cent).

La protection sociale est administrée par une palette d'institutions gouvernementales et non gouvernementales. Au sein du Gouvernement, le ministère du Développement social (MDS) constitue le principal organisme de mise en œuvre. Dans le cadre de la récente Stratégie sectorielle de développement social (2017-2022), qui vise à atténuer la pauvreté monétaire, l'insécurité alimentaire et les dimensions non monétaires de la pauvreté, conformément à l'Agenda politique national (2017-2022).

La plus vaste initiative de protection sociale est le Programme national palestinien de transferts monétaires (*Palestinian National Cash Transfer Programme*, PNCTP), géré par le MDS. Ses bénéficiaires sont sélectionnés au moyen d'une formule d'évaluation des ressources (*Proxy means test*, PMT). Près de 115 000 ménages pauvres reçoivent ainsi des paiements trimestriels du programme, dont le coût annuel s'élève à 110 millions de dollars. Les bénéficiaires ont également droit à d'autres programmes, tels que l'assurance maladie, les dispenses de frais de scolarité et les allocations monétaires en cas de besoin d'urgence. On estime que ce programme a touché 287 794 enfants en 2013.



Un Programme d'assistance alimentaire administré par le MDS en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni en 2016 des transferts en nature et des bons électroniques à 503 221 ménages vivant en situation d'insécurité alimentaire. La sélection des bénéficiaires se fait avec la même formule PMT que celle utilisée par le PNCTP. Le programme de Protection, prise en charge et réhabilitation des groupes marginalisés et vulnérables fournit quant à lui des transferts en nature et des services de formation professionnelle aux personnes âgées ou handicapées, aux orphelins et aux femmes victimes de violences. Il a fourni en 2014 une assistance à 5 760 enfants de moins de 18 ans.

Des dispenses de frais de scolarité sont accordées par le ministère de l'Éducation aux enfants de parents incarcérés, aux personnes vivant de l'autre côté du mur de séparation, aux étudiants défavorisés et aux bénéficiaires du PNCTP. Soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme d'autonomisation économique des familles démunies (*Deprived Families Economic Empowerment Programme*, DEEP) propose une assistance sous forme de microfinance, d'aide au démarrage et de développement des capacités aux ménages affectés par la maladie, le handicap, la pauvreté et le chômage. Le DEEP a appuyé 215 000 personnes, dont 60 pour cent d'enfants.

Les comités de la *Zakat* constituent une importante source de financement non gouvernementale de l'assistance sociale. Placés sous la supervision du Fonds de la Zakat du ministère des Waqfs et des Affaires religieuses,<sup>2</sup> les comités de la *Zakat* distribuent des transferts monétaires et en nature destinés à couvrir les coûts de l'éducation et des soins de santé des orphelins ou des enfants ayant perdu leurs parents. Ils ont bénéficié à environ 20 505 orphelins de Cisjordanie par an entre 2007 et 2011. Ils fournissent également une assistance financière aux familles pauvres et vulnérables, ainsi que des transferts ponctuels d'urgence sous forme monétaire et en nature (denrées alimentaires, vêtements, fournitures scolaires, etc.).

Les programmes de protection sociale s'avèrent indispensables pour répondre aux besoins fondamentaux d'une grande partie de la population palestinienne. Le MDS déploie des efforts croissants pour intégrer les outils de ciblage des programmes existants. Au vu du grand nombre d'enfants victimes de violences au sein de leur foyer ou de leur communauté, il reste essentiel de garantir une plus grande coordination entre l'assistance sociale, la protection sociale, mais aussi d'autres services sociaux destinés aux enfants exposés à des risques de violence, de maltraitance et d'exploitation.

**Notes :**

1. Le présent *One Pager* découle d'une étude complète menée en partenariat entre l'IPC-IG et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Toutes les références des données sont intégralement fournies dans le rapport complet correspondant :

Machado, A. C., C. Bilo, R. G. Osorio, et F.V. Soares. 2018. *Overview of Non-contributory Social Protection Programmes in the Middle East and North Africa (MENA) Region through a Child and Equity Lens*. Brasília et Amman : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : <<https://goo.gl/QfmKwK>>.

2. À Gaza et Jérusalem-Est, la *Zakat* relève d'un autre système. Les informations fournies ici ne concernent que la Cisjordanie.